

Chers camarades,
Chers amis,

Quel plaisir, quelle fierté d'être parmi vous aujourd'hui pour inaugurer cette fête du Viaduc organisée par le Parti communiste français du Pays de Morlaix.

Cette fête, ce n'est pas seulement un rendez-vous festif. C'est un moment profondément politique, au sens noble du terme. C'est un moment de retrouvailles, de débats, de culture, de fraternité. C'est un moment où l'on se rappelle que la politique ne se résume pas aux plateaux télé ou aux sondages : elle vit ici, avec vous, dans nos quartiers, dans nos communes, dans nos luttes et dans nos espoirs.

Mais nous le savons toutes et tous : si nous sommes rassemblés aujourd'hui, c'est aussi parce que le monde traverse une période grave.

Regardons la situation internationale.

De la Palestine à la Cisjordanie, un peuple continue de vivre sous occupation, privé de ses droits fondamentaux, de sa liberté de circulation, de son droit à vivre dignement sur sa terre.

Quand des enfants meurent sous les bombes, quand des civils sont pris au piège, il ne s'agit plus de "tensions" ou de "conflits" : il s'agit de crimes de guerre ! (*Ton grave - Pause*)

Et c'est dans cela que s'inscrit la piraterie dont a été victime le Bateau de la Global Sumud Flotilla dans laquelle était embarqué Raphaël Primet - co-présidente du groupe communiste au Conseil de Paris - dans la nuit de mercredi à jeudi. Depuis, les membres de la flottille sont en captivité et nous demandons ici, à Morlaix comme partout en France , la **libération immédiate des membres de la Flottille**. Au gouvernement français d'agir immédiatement et d'utiliser tous les moyens diplomatiques dont dispose notre pays pour obtenir cette libération !

(Pause)

Au Liban, les crises politiques, économiques et sociales s'accumulent, plongeant une grande partie de la population dans des conditions de vie extrêmement difficiles. Là encore, ce sont toujours les peuples qui paient le prix des instabilités et des jeux d'influence.

En Amérique latine, au Venezuela, à Cuba, les peuples subissent des sanctions économiques massives. Des politiques pensées non pas pour défendre la démocratie - comme on veut nous le faire croire - mais pour plier des États qui refusent de se soumettre au modèle imposé par Washington.

Et les premières victimes, ce ne sont pas les gouvernements. Ce sont les gens. Ceux qui n'ont plus accès aux médicaments, à la nourriture, aux soins de base. Des enfants, des familles, des vies sacrifiées sur l'autel des intérêts géopolitiques de Trump.

Nous, nous avons choisi de répondre autrement qu'avec des discours. Le PCF a envoyé un conteneur de matériel médical à Cuba. Le MJCF y a organisé l'été dernier une délégation - des jeunes qui sont allés sur place, qui ont travaillé, qui ont vu. La solidarité internationale, pour nous, ce n'est pas un mot : c'est un acte. Un acte que nous continuerons de faire aussi longtemps qu'il le faudra.

(Pause)

Partout dans le monde, les logiques de domination, de mise en concurrence des peuples, de guerre économique et parfois militaire continuent de s'imposer.

Face à cela, nous, communistes, portons une autre voix. Une voix pour la paix, pour la coopération, pour la solidarité internationale. Une voix qui refuse que les peuples soient sacrifiés au nom des intérêts financiers ou géopolitiques.

Et ce que nous voyons à l'international résonne fortement avec ce que nous vivons ici, en France.

Prenons un exemple concret, quotidien, qui parle à chacune et chacun d'entre nous : le prix des carburants.

Ici, dans le Pays de Morlaix, en Bretagne, la voiture n'est pas un choix de confort. Elle est une nécessité pour aller travailler, pour se soigner, pour vivre tout simplement. Et pourtant, les prix restent élevés, instables, souvent incompréhensibles pour nos concitoyens.

Pendant que les familles comptent chaque euro, pendant que certains renoncent à des déplacements, à des loisirs, voire à des emplois trop éloignés, les grands groupes pétroliers, eux, continuent d'engranger des profits colossaux.

Ce système est profondément injuste.

(Pause)

Nous le disons clairement : il est urgent d'agir pour bloquer les prix, pour taxer les superprofits, pour investir massivement dans les transports publics, y compris dans les territoires ruraux et périurbains comme les nôtres.

Parce que la transition écologique ne peut pas se faire contre les classes populaires. Elle doit se faire avec elles, pour elles.

Mais au-delà de ces enjeux concrets, il y a aussi une question politique majeure qui se pose à notre pays.

À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, une réalité s'impose : le paysage politique est profondément bouleversé.

Il y a quelques jours, je tombais sur un sondage IFOP publié dans Têtu : 32% des personnes LGBT en France se disaient prêtent à voter RN. En hausse par rapport à 2022.

On pourrait s'arrêter là, s'indigner, passer à autre chose. Mais ce chiffre mérite qu'on le regarde en face car il dit quelque chose de plus grave.

Ce ne sont pas des gens qui ont viré fascistes du jour au lendemain. Ce sont des gens qui ont été abandonnés. Par des politiques qui ont laissé filer les services publics, creusé les inégalités, et fait sentir à des millions de personnes qu'elles ne comptaient plus.

Et le voisin de mes parents qui s'est inscrit sur les listes pour voter à gauche aux municipales, mais qui me dit qu'en 2027 ce sera Bardella ou rien - parce que "c'est le seul qui écoute" - c'est le même phénomène.

(pause)

Cette progression n'est pas un accident. Elle est le produit de décennies de renoncements, d'abandons, de politiques libérales qui ont fragilisé les services publics, creusé les inégalités, et laissé des territoires entiers se sentir oubliés.

Mais soyons clairs : le Rassemblement national n'est pas une solution. Le Rassemblement national est une impasse !

(Finir la phrase fort)

Derrière ses discours, il y a toujours les mêmes logiques : division, stigmatisation, remise en cause des solidarités, et au fond, la défense d'un ordre social injuste, la privatisation d'un maximum d'acteurs publics.

Et aujourd'hui, le danger s'aggrave encore.

S'allier ou courir derrière le Rassemblement national, ce n'est pas faire de la politique — c'est ouvrir la porte à ce que l'histoire de notre pays a toujours combattu. Et ceux qui l'ouvre savent très bien ce qu'ils font ! (*Ton grave*)

(Pause)

Et dans ce combat, nos territoires jouent un rôle essentiel.

Les villes de gauche, les intercommunalités de gauche — comme Morlaix, comme Plouigneau, comme Morlaix Communauté — sont des points d'appui, des espaces de résistance, des lieux où l'on continue de faire vivre concrètement des politiques de solidarité.

Ce sont des territoires où l'on défend les services publics, où l'on soutient le tissu associatif, où l'on fait vivre la culture, où l'on refuse la fatalité.

Ce sont des territoires qui montrent qu'une autre politique est possible, ici et maintenant.

Et c'est aussi pour cela que des fêtes comme celle-ci sont essentielles.

Parce qu'elles permettent de créer du lien, de débattre, de s'organiser, de faire vivre une culture politique populaire. Une culture de l'engagement, de la solidarité, de la fraternité.

Camarades, rien n'est écrit d'avance. (*Regarder le public*)

(*Pause*)

L'avenir dépend de nous. De notre capacité à convaincre, à rassembler, à agir. De notre capacité à porter un espoir crédible, concret, à la hauteur des attentes populaires.

Alors oui, aujourd'hui, nous allons faire la fête. Et nous avons raison.

Mais cette fête est aussi une étape dans un combat plus large. Un combat pour la justice, pour l'égalité, pour la dignité.

Je vous souhaite à toutes et à tous une très belle fête du Viaduc.

Profitez des débats entre nous, des concerts, des rencontres. Prenez le temps d'échanger, de partager, de construire ensemble.

Et pour bien commencer cette journée, je vous invite maintenant à nous retrouver autour du verre de l'amitié, pour ouvrir ensemble cette belle fête populaire, politique et culturelle.

Vive la solidarité,

(Pause)

Vive la République,

Vive la France,

(Pause)

Et surtout, vive le Parti communiste français !